

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 20/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



CONSTELLIUM NEUF BRISACH

USINE DE BIESHEIM

ZIP RHENANE NORD RD 52

68600 Biesheim

Références : 0006700469_2023_02_24_CONSTELLIUM_BIESHEIM_VIIC-suiteVIICincendieTS
Code AIOT : 0006700469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2023 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle des installations de traitement de surface du site s'est effectué en 2022 dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées visant à examiner les éléments relatifs à la prévention des incendies et la gestion de leurs eaux d'extinction. Faisant suite à la visite d'inspection réalisée le 29/04/2022, le rapport rédigé par l'inspection avait permis de mettre en avant un ensemble de situations non-conforme (ayant fait l'objet d'une mise en demeure datée du 01/07/2022), et deux faits susceptibles de suites. L'objet de la présente inspection était de vérifier l'état de conformité des installations vis-à-vis des éléments précités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Constellium est un groupe mondial spécialisé dans la fabrication de produits en aluminium, incluant produits laminés, produits extrudés et pièces structurelles. Constellium compte près de 12 000 employés dans le monde et exploite 24 sites de production en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Le site de production de Biesheim, possède une capacité de production d'environ 400 000 tonnes d'aluminium liquide par an pour les marchés de l'automobile et de l'emballage.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral (codificatif) du 21 juillet 2022 à exploiter un ensemble d'ICPE qui concourent à son procédé industriel de fabrication. Les installations sont par ailleurs soumises aux dispositions des directives dites "IED" et "SEVESO".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : suites de l'inspection du 29/04/2022 et respect des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/07/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 4.2.4.2	Susceptible de suites	Sans objet
2	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.6.8.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Consignes de sécurité	AP de Mise en Demeure du 01/07/2022, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Désenfumage – présence de DEFNC	AP de Mise en Demeure du 01/07/2022, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	AP de Mise en Demeure du 01/07/2022, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et l'examen des documents portés à la connaissance de l'inspection permettent de conclure qu'aucune non-conformité n'a été relevée concernant les prescriptions contrôlées. Il y a lieu de considérer que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/07/2022 peuvent être levées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance préventive des organes de commande
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 29/04/2022type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>

<p>Constats : Lors des constats réalisés pendant le contrôle sur site du 29 avril 2022, il est apparu nécessaire que l'exploitant fournisse à l'inspection des installations classées les éléments démontrant qu'une maintenance préventive est mise en place sur les organes d'actionnement du confinement mis en place : pompes de relevage et vannes manuelles notamment. L'inspection ne pouvait ainsi pas conclure quant à l'absence de non-conformité concernant la prescription contrôlée dans son rapport du 17/05/2022.</p> <p>Le contrôle sur site du 24/02/2023 a été mis à profit pour collecter les informations manquantes, et vérifier la mise en œuvre de la maintenance telle que décrite par l'exploitant. Il apparaît ainsi que l'exploitant a mis en œuvre une maintenance semestrielle concernant les éléments en lien avec le confinement du bassin ouest. Les opérations de vérification du bon fonctionnement des pompes et vannes sont encadrées par les notes techniques mécaniques NT/EF/PVD/22/12774 et NT/EF/PVD/22/12776. Ces notes décrivent les travaux à effectuer (vérification du bon fonctionnement, d'absence de grippage, étanchéité...) et la façon dont doivent être traitées les anomalies (à traiter comme points réglementaires dans les priorités travaux de la maintenance). Un compte-rendu d'intervention est rédigé par l'exploitant, l'inspection a pu contrôler l'existence et la complétude de ces CR pour l'année 2022.</p> <p>La prescription contrôlée n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 2 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.6.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à des bassins de confinement étanches aux produits collectés, avant rejet vers le milieu naturel. [...]</p> <p>Le site dispose :</p> <p>de bassins de décantation et de relevage, de 2 bassins de secours de 950 et 650 m³ , d'un bassin de relevage vide de 1 000 m³ , d'un bassin de 2 400 m³ .</p>
<p>Constats : Lors des constats réalisés dans le cadre de l'inspection du 29/04/2022 il était ressorti des éléments contrôlés que l'inspection ne pouvait conclure quant à l'absence de non-conformité des installations compte tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des incohérences relevées (en termes de dimensionnement) entre les cotes fournies par l'exploitant pour le bassin dénommé « bassin 1000m³ », • l'absence de définition par l'exploitant de volume utile, et de volume maximal admissible en termes d'eaux pluviales (notamment pour le bassin 650m³ qui doit faire l'objet d'une action volontaire et prédéfinie pour sa vidange), • que le descriptif des installations faisait état d'une sur-verse vers le réseau de la gravière (aussi appelé étang du trou noyé), qui sur le plan des réseaux généraux effluents du site n°100-125-48611-rev11 du 27/06/2018 est relié à un dispositif de puits perdu, • des capacités des pompes de relevage vers les ouvrages de confinement Est du site possédant un débit maximal inférieur au débit susceptible d'être apporté en cas d'extinction incendie et donc en cas de nécessité d'utilisation de ces pompes de transfert du fait d'un remplissage excessif des ouvrages de confinement Ouest provoquerait un débordement des fosses de relevage.

<p>Afin de répondre à ces éléments, l'exploitant a transmis les éléments démontrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les volumes utiles réels de ces bassins de confinement, soit 600m³ et 800m³, • le caractère suffisant du dimensionnement existant pour la partie « Ouest » du site, avec un scénario de confinement à 1673m³ (eaux extinction incendie + eaux pluviales + eaux procédés de fabrication), pour une capacité de rétention de 1818m³ (bassin 1000m³ de 800m³ utile, bassin de 650m³ de 600m³ utile, et volume des canalisations de 418m³). Et donc la non nécessité de considérer un transfert vers les bassins « Est » en cas de remplissage excessif, • la définition des niveaux d'eaux pluviales à ne pas dépasser afin de garantir le volume utile défini ci-avant, avec procédure de contrôle journalier du volume minimum nécessaire à conserver. <p>A l'éclairage de ces éléments, les prescriptions contrôlées n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/07/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, consignes d'intervention et d'alerte
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 31 décembre 2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, • la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
<p>Constats : L'examen des éléments transmis par l'exploitant postérieurement à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/07/2022, et les contrôles réalisés sur site montrent que l'exploitant a mis en place des consignes prenant en compte les éléments de la prescription contrôlée, et que ces consignes sont affichées dans les lieux fréquentés par les employés concernés.</p> <p>Les prescriptions contrôlées n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/07/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 31 décembre 2022
Prescription contrôlée : <p>Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur [...]. Ces dispositifs doivent être [...] à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p>
Constats : Pour rappel, compte tenu de l'absence d'éléments de dimensionnement chiffrés dans les prescriptions directement opposables aux installations, et le renvoi aux réglementations en vigueur, il y a lieu de considérer que ces éléments de dimensionnement correspondent aux dispositions des articles R.4216-14 du code du travail et l'arrêté ministériel du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R. 235-4-8 et R. 235-4-15 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
<p>Le contrôle a été effectué au sein du bâtiment « Vernissage », uniquement sur la partie du bâtiment abritant l'installation de traitement de surface (correspondant aux parties du bâtiment dénommées « Vernissage 1 et 2 »). Il a pu être constaté sur site la présence de dispositifs de désenfumage. L'exploitant a par ailleurs transmis un ensemble d'éléments (devis, commandes, documentation techniques, calcul des surfaces du bâtiment, des superficies utiles d'extraction, et des surfaces géométriques des évacuations) qui tendent à montrer que l'exploitant a mis en œuvre des dispositifs qui permettent d'atteindre une surface géométrique des évacuations des fumées de plus de 1 % de la surface de ce bâtiment (1,05 % d'après les éléments transmis par l'exploitant), et de plus de 0,5 % pour la surface utile d'extraction (0,57 % selon les éléments transmis par l'exploitant).</p> <p>Les éléments transmis par l'exploitant et les constats réalisés par l'inspection permettent par ailleurs de considérer que les dispositifs sont fonctionnels.</p> <p>Enfin les constats réalisés sur site lors de l'inspection du 24/02/2023, et les différentes attestations et compte rendus d'intervention fournis par l'exploitant démontre que pour l'unité Vernissage les dispositifs de désenfumage sont à commande automatique (détection température) et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès extérieurs au bâtiment au niveau des issues de secours.</p> <p>A l'éclairage de ces éléments, les prescriptions contrôlées n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/07/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 31 décembre 2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage.</p>
Constats : Les éléments transmis par l'exploitant postérieurement à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/07/2022, montrent que ce dernier a pu reconstituer les éléments permettant de justifier des éléments de construction des dispositifs de désenfumage. En lien avec le point de contrôle précédent, l'exploitant est désormais en mesure de démontrer les superficies de désenfumage atteintes par les dispositifs mis en place au sein de son unité de fabrication (bâtiment vernissage).
Les prescriptions contrôlées n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet